

Pourquoi l'arrivée d'Emmanuel Macron au Conseil européen peut laisser plus entrevoir une accélération de l'Europe comme elle est qu'un véritable renouveau



Les dirigeants européens ont profité du premier Conseil européen d'Emmanuel Macron, jeudi à Bruxelles, pour tenter de donner l'image d'une Europe avançant unie vers une sortie de crise.

Avec Yves
Bertoncini

Atlantico : Si la presse est unanime face à "l'opération séduction" d'Emmanuel Macron lors du conseil européen, quel pourrait être le résultat de cette opération? Si un changement de cap européen n'est pas à l'ordre du jour, l'ambition d'Emmanuel Macron n'est elle pas simplement de conserver l'approche européenne en cours, tout en tentant une légère accélération?

Yves Bertoncini : En France comme en Europe, Emmanuel Macron produit un « effet placebo » : il plait à beaucoup, et c'est très utile pour convaincre et entraîner ses compatriotes et ses homologues de l'UE. C'est d'autant plus utile qu'il a entrepris de rompre avec le « franco-scepticisme » qui ronge notre pays, mais aussi sa crédibilité auprès de ses partenaires. « La France peut y arriver » nous dit-il, elle doit cesser de blâmer l'Europe et le monde et mieux utiliser ses nombreux atouts. De fait, si la France se redresse au niveau national et si elle prend des initiatives ambitieuses au niveau européen, elle sera vraiment « de retour » et pourra peser encore plus sur l'évolution de la construction européenne.

Emmanuel Macron ne pourra cependant guère s'appuyer à Bruxelles sur la verticalité « jupitérienne » qu'il revendique en France : il n'est que l'un des capitaines du Paquebot européen, dont le cap ne peut réellement changer qu'avec l'assentiment des autres et de manière progressive. Ce qui va aider Emmanuel Macron est qu'un changement de cap européen est bel et bien en germe depuis quelques semestres : d'une part sous l'effet des menaces qui entourent l'UE (terrorisme islamiste, chaos syrien et libyen, agressivité de Poutine...), alors même que notre allié et protecteur américain est devenu imprévisible ; d'autre part suite au vote en faveur du Brexit, qui a conduit les 27 à réaffirmer leur désir de rester ensemble et de relancer leur projet commun ; enfin parce que la longue parenthèse de « l'Europe-FMI » est en train de se refermer, une fois que la question de la dette grecque aura été traitée...

Tous ces événements produisent un alignement des planètes favorable à une relance de la construction européenne, dont Emmanuel Macron sera l'un des acteurs clés. Il n'est nul besoin de prétendre qu'il serait l'une de ces « planètes », mais simplement d'évaluer où ses talents de navigateur pourront conduire l'UE, au-delà de son entrée en matière réussie sur la scène européenne.

N'y a t il pas un danger, pour l'Union européenne, de sur-jouer un renouveau européen alors même que ses orientations ne semblent pas être modifiées?

L'« air du renouveau » entonné depuis quelques temps fait directement écho aux prophéties catastrophistes de ces dernières années.

Souvenons-nous en effet qu'après le « vote Brexit », nombre d'observateurs ont entonné le refrain de la dislocation de l'UE et de la mort de l'Europe... « The Economist » s'est par exemple fourvoyé en confondant l'europhobie britannique et les euroscepticismes continentaux, tout en prédisant que le Brexit susciterait un « effet domino » incitant d'autres pays à quitter l'UE... Il est donc bienvenu aujourd'hui que les 27 pays de l'UE expriment leur volonté de défendre leurs intérêts et leurs valeurs dans le monde, qu'ils redonnent du sens à leur aventure commune et qu'ils lui fixent de nouveaux objectifs, notamment en matière de sécurité collective.

L'Europe de ces dernières années a été absorbée par la gestion de crises (euro, réfugiés, Brexit, terrorisme islamiste...) : ce fut une Europe de pompiers et de maçons. Il est salutaire que l'Europe des architectes soit de retour, et que les responsables politiques nationaux et européens développent une vision prospective de ce que la construction européenne doit devenir, alors que nous représentons 6% de la population mondiale... Charge à eux ensuite bien sûr de ne pas s'en tenir à dresser des « plans sur la comète », mais de les accompagner de mesures et d'initiatives concrètes, mises en œuvre sur la durée. Ce qui s'est passé en matière de sécurité collective depuis quelques mois et lors du dernier Conseil européen donne une bonne illustration des changements en cours – même si beaucoup doit encore être fait pour donner un débouché aux bonnes résolutions européennes, ce qui ne sera pas toujours aisé.

3 - Emmanuel Macron a pu séduire ses partenaires sur des questions de défense et de lutte anti-terroriste, mais peine à convaincre sur des dossiers économiques, comme par exemple sur la limitation des investissements chinois. En quoi le cadre d'action du Président français est-il restreint ? Les grandes orientations économiques de l'Union sont-elles hors de son atteinte ?

Il est vrai qu'Emmanuel Macron sera davantage audible, et même leader, en matière de sécurité collective : les menaces sont-là, tout autour de l'Europe et sur notre sol, la plupart des pays de l'UE sont persuadés que « l'union fait la force » face à ces menaces, la France est en première ligne et dotée de grandes capacités d'action et de projection... Nos partenaires n'ont à vrai dire pas besoin d'être « séduits » sur ce registre, mais convaincus d'agir davantage, y compris de manière commune.

A l'inverse, promouvoir « l'Europe qui protège » en matière économique et commerciale expose immédiatement la France au soupçon de protectionnisme, alors que nombre d'Européens s'en défient, bien au-delà de la seule Allemagne. Sur ces enjeux, Emmanuel Macron avance sur une ligne de crête : il se trouve directement confronté au dilemme « entre la palabre inefficace et le coup de menton solitaire » dont il a justement annoncé vouloir sortir dans un entretien récent à des médias européens.

L'exemple de la Chine est éclairant : bien sûr que, dans l'idéal, il serait bon de mieux contrôler ses investissements en Europe ou d'obtenir qu'elle ouvre davantage ses marchés publics. En même temps, n'oublions pas de regarder la lune, plutôt que le doigt : les investissements chinois sont providentiels dans nombre de pays de l'UE, en particulier au Sud ; que les entreprises chinoises gagnent des marchés publics en Europe, notamment parce qu'elles sont moins chères, est très positif pour les contribuables des pays concernés ; la Chine est un débouché commercial majeur pour les exportations européennes, et dont dépendent des millions d'emplois sur notre continent ; importer des produits chinois est bon pour notre pouvoir d'achat, à défaut de l'être pour certaines de nos industries...

Emmanuel Macron a désormais tous les pouvoirs pour transformer la France et « la redresser dans la justice » : il peut donc être « prophète en son pays », davantage qu'au niveau communautaire, bien peu de règles ou contraintes européennes l'en empêcheront, il y sera même encouragé... La France ne peut en revanche à elle seule remodeler les règles du marché unique européen et la conduite de la politique commerciale de l'UE. L'UE ne sera jamais « la France en plus grand », quand bien même notre pays y est « plus égal que d'autres », y compris quand il est guidé par un Président charismatique. A lui donc de trouver le bon point d'équilibre entre l'affirmation d'ambitions européennes raisonnables et le risque d'un retour des frustrations françaises classiques vis-à-vis d'une Europe marchande perçue comme trop libérale ou trop naïve. Ne soyons pas naïfs nous non plus !